

REVUE ECONOMIE & SOCIETE

E-ISSN: 2820-6991
P-ISSN: 2820-7211



REVUE SCIENTIFIQUE À COMITÉ DE LECTURE CONSACRÉE AUX ÉTUDES DANS LES DOMAINES DE L'ÉCONOMIE ET DES SCIENCES SOCIALES

DIRECTRICE DE PUBLICATION: DR. SANAA HAOUATA - REDACTEUR EN CHEF: DR BRAHIM MEDDEB

N°3 Vol 4

JUILLET / SEPTEMBRE 2025

CONTRAINTES D'ACCÈS AU FINANCEMENT DES TPME AU MAROC UNE ETUDE EMPIRIQUE BASEE SUR UNE APPROCHE MIXTE

ZAKARIA Aymane
ZAMOURI Leila

REVUE ECONOMIE & SOCIETE

E-ISSN: 2820-6991
P-ISSN: 2820-7211



REVUE SCIENTIFIQUE À COMITÉ DE LECTURE CONSACRÉE AUX ÉTUDES DANS LES DOMAINES DE L'ÉCONOMIE, DE LA GESTION ET DES SCIENCES SOCIALES

DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.18309041>

VOL 4, N° 2 JUILLET / SEPTEMBRE 2025

CONSTRAINTES D'ACCÈS AU FINANCEMENT DES TPME AU MAROC: UNE ETUDE EMPIRIQUE BASEE SUR UNE APPROCHE MIXTE

CONSTRAINTS ON ACCESS TO FINANCING FOR SMALL AND MEDIUM-SIZED ENTERPRISES IN MOROCCO: AN EMPIRICAL STUDY BASED ON A MIXED APPROACH

ZAKARIA Aymane

ZAMOURI Leila

Doctorant

Enseignante Chercheuse

Université Chouaib Doukkali, El jadida,
Maroc

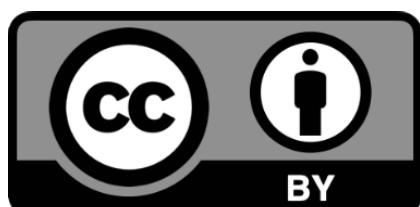
Université Chouaib Doukkali, El jadida, Maroc

Le Laboratoire de Recherche en Gestion,
Economie et Sciences Sociales (LARGESSION)

Le Laboratoire de Recherche en Gestion,
Economie et Sciences Sociales (LARGESSION)

zamouri.leila24@gmail.com

Aymanezakaria08@gmail.com



Citation:

ZAKARIA, A., & ZAMOURI, L. (2025). CONTRAINTES D'ACCÈS AU FINANCEMENT DES TPME AU MAROC: UNE ETUDE EMPIRIQUE BASEE SUR UNE APPROCHE MIXTE. REVUE ECONOMIE ET SOCIETE, 4(3), 51-68.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.18309041>



REVUE
ECONOMIE ET SOCIETE

P-ISSN: 2820-7211
E-ISSN: 2820-6991
DEPOT LEGAL: 2022PE0021

Site web : <https://journals.sms-institute.com/>
Email: contact@sms-institute.com
Tel: +212(0)700.838.222

CONTRAINTES D'ACCES AU FINANCEMENT DES TPME AU MAROC: UNE ETUDE EMPIRIQUE BASEE SUR UNE APPROCHE MIXTE



Résumé

L'accès au financement constitue l'un des principaux obstacles au développement de l'entrepreneuriat des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) au Maroc. Malgré la mise en place de dispositifs financiers et de programmes publics dédiés, une part importante des TPME demeure exclue du financement formel. Cet article analyse empiriquement les déterminants de l'accès au financement des TPME marocaines en mettant en évidence les contraintes structurelles, institutionnelles et organisationnelles auxquelles elles sont confrontées. La méthodologie repose sur une approche mixte combinant une enquête quantitative menée auprès de TPME opérant dans différents secteurs d'activité et une analyse qualitative fondée sur des entretiens semi-directifs avec des dirigeants d'entreprises. Les données quantitatives ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS à travers des statistiques descriptives, des tests bivariés et une régression logistique, tandis que les données qualitatives ont été analysées par codage thématique à l'aide du logiciel NVivo. Les résultats montrent que la formalisation, la disponibilité de garanties réelles et la relation avec les institutions financières constituent des déterminants majeurs de

ZAKARIA Aymane

Doctorant

Université Chouaib Doukkali, El Jadida, Maroc

ZAMOURI Leila

Enseignante Chercheure

Université Chouaib Doukkali, El Jadida, Maroc

l'accès au financement bancaire. En revanche, les mécanismes de garantie publique et la microfinance améliorent l'accès au financement de manière partielle, sans permettre de lever entièrement l'exclusion financière des très petites entreprises. Ces résultats confirment la validité de la majorité des hypothèses formulées et soulignent la nécessité d'adapter les politiques publiques et les pratiques bancaires aux spécificités des TPME marocaines.

Mots-clés : TPME, accès au financement, entrepreneuriat, Inclusion financière, Maroc.

CONSTRAINTS ON ACCESS TO FINANCING FOR SMALL AND MEDIUM-SIZED ENTERPRISES IN MOROCCO: AN EMPIRICAL STUDY BASED ON A MIXED APPROACH

ABSTRACT

Access to finance remains one of the main obstacles to the development of entrepreneurship among very small, small and medium-sized enterprises (VSMEs) in Morocco. Despite the implementation of several financial instruments and public support programs, a significant share of VSMEs continues to be excluded from formal financing. This article provides an empirical analysis of the determinants of access to finance for Moroccan VSMEs, with particular attention to structural, institutional, and organizational constraints. The study adopts a mixed-methods approach combining a quantitative survey conducted among Moroccan VSMEs operating in different sectors and a qualitative analysis based on semi-structured interviews with business owners. Quantitative data were analyzed using SPSS through descriptive statistics, bivariate tests, and logistic regression, while qualitative data were examined using thematic analysis with NVivo software. The results indicate that firm formalization, the availability of collateral, and relationships with financial institutions play a decisive role in access to bank financing. Public guarantee schemes and microfinance contribute to improving access to finance, but only partially, as they do not fully address the financial exclusion of very small enterprises. Overall, the findings support most of the proposed hypotheses and highlight the need to adapt public policies and banking practices to the specific characteristics of Moroccan VSMEs.

ZAKARIA Aymane

*PhD student
Chouaib Doukkali University, El jadida, Morocco*

ZAMOURI Leila

*Professor and Researcher
Chouaib Doukkali University, El jadida, Morocco*

Keywords: VSMEs, access to finance, entrepreneurship, financial inclusion, Morocco.

Introduction

Les très petites, petites et moyennes entreprises constituent l'ossature du tissu économique marocain. Elles représentent la majorité des unités économiques actives et jouent un rôle essentiel dans la création d'activités entrepreneuriales, notamment dans les secteurs du commerce, des services et de l'artisanat. Toutefois, l'accès au financement demeure un

obstacle majeur pour ces entreprises, en particulier pour les très petites structures et les unités nouvellement créées.

Malgré l'existence d'un système bancaire relativement développé et de programmes publics dédiés au soutien de l'entrepreneuriat, une grande partie des TPME reste dépendante de l'autofinancement ou de sources informelles. Cette situation limite leur capacité à lancer ou à structurer leurs activités et freine l'initiative entrepreneuriale. L'accès au financement apparaît ainsi comme une condition essentielle pour la pérennité et la formalisation des projets entrepreneuriaux.

La littérature souligne que les contraintes financières auxquelles font face les TPME sont multifactorielles. Elles résultent à la fois de caractéristiques propres aux entreprises, telles que leur taille ou leur statut juridique, et de facteurs institutionnels liés aux pratiques bancaires et à l'environnement réglementaire. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de produire une analyse empirique approfondie permettant de mieux comprendre les mécanismes qui conditionnent l'accès au financement des TPME au Maroc.

Afin de répondre à la problématique et aux questions de recherche formulées, l'article est structuré comme suit. La première section présente la revue de littérature et le cadre conceptuel mobilisé pour analyser les contraintes d'accès au financement des TPME. La deuxième section est consacrée à la méthodologie de recherche, en détaillant l'approche empirique mixte adoptée ainsi que les outils d'analyse utilisés. La troisième section expose les résultats empiriques issus des analyses quantitatives et qualitatives. La quatrième section propose une discussion croisée des résultats à la lumière des travaux existants. Enfin, la dernière section conclut l'article en synthétisant les principaux enseignements, en présentant les implications et en identifiant les limites et les perspectives de recherche futures.

Problématique

Malgré la multiplication des instruments financiers et des dispositifs publics de soutien à l'entrepreneuriat, l'accès au financement reste limité pour une grande partie des TPME marocaines. Cette situation soulève la problématique suivante : **pour quelles raisons les TPME marocaines rencontrent-elles encore des difficultés persistantes d'accès au financement formel, et quels sont les facteurs qui expliquent cette exclusion financière ?**

Questions de recherche

Cette problématique se décline en plusieurs questions de recherche :

- Quelles sont les principales contraintes financières rencontrées par les TPME au Maroc ?
- Quels facteurs expliquent les différences d'accès au financement entre TPME formelles et informelles ?
- Dans quelle mesure les dispositifs de garantie publique et la microfinance contribuent-ils à améliorer l'accès au financement des TPME ?

Hypothèses de recherche

Sur la base de la littérature et du contexte marocain, les hypothèses suivantes sont formulées :

H1. L'absence de garanties réelles constitue un obstacle majeur à l'accès au financement bancaire des TPME.

H2. La non-formalisation des TPME réduit significativement leurs chances d'obtenir un financement formel.

H3. Les mécanismes de garantie publique améliorent l'accès au financement des TPME, mais de manière partielle.

H4. La microfinance facilite l'accès au financement des très petites entreprises sans remplacer le crédit bancaire classique.

Revue de littérature

Le financement des très petites, petites et moyennes entreprises constitue, depuis le milieu des années 2000, l'un des principaux déterminants de la dynamique entrepreneuriale au Maroc. Les travaux empiriques et les rapports institutionnels convergent pour montrer que, malgré l'importance quantitative des TPME dans le tissu productif national, leur accès au financement formel demeure structurellement limité (Beck & Demirguc-Kunt, 2006 ; World Bank, 2019). Les enquêtes successives indiquent que les micro-entreprises et une grande partie des très petites entreprises recourent essentiellement à l'autofinancement ou à des sources informelles, tandis que l'accès au crédit bancaire reste marginal, en particulier pour les unités nouvellement créées ou faiblement structurées (Ayyagari, Demirguc-Kunt & Maksimovic, 2011 ; IMF, 2021).

La littérature souligne de manière constante le rôle central de la formalisation dans l'accès au financement. Les études quantitatives menées dans les pays émergents montrent que l'enregistrement légal, la tenue d'une comptabilité formelle et l'existence d'états financiers vérifiables augmentent significativement la probabilité d'obtenir un crédit bancaire (Beck et al., 2008 ; Ayyagari et al., 2011). Dans le contexte marocain, les données issues des Enterprise Surveys de la Banque mondiale confirment que les TPME formelles ont plusieurs fois plus de chances d'accéder à un financement bancaire que les entreprises opérant dans l'informel (World Bank, 2019). Les analyses du FMI soulignent que l'informalité constitue un facteur d'exclusion financière majeur, non seulement en raison du risque perçu par les banques, mais également du fait de l'absence de traçabilité financière et fiscale (IMF, 2021).

Parallèlement à la formalisation, la disponibilité de garanties réelles apparaît comme le déterminant le plus robuste de l'accès au crédit. Les modèles économétriques mobilisés depuis les années 2000 attribuent au collatéral l'un des coefficients les plus élevés dans l'explication des décisions d'octroi bancaire (Beck & Demirguc-Kunt, 2006 ; Beck et al., 2008). Au Maroc, les rapports institutionnels et les études de terrain montrent que les banques exigent souvent des garanties matérielles supérieures au montant du prêt sollicité, ce qui exclut mécaniquement une large part des TPME ne disposant pas d'actifs immobilisés suffisants (World Bank, 2020 ; Bank Al-Maghrib, 2022). Cette contrainte est particulièrement marquée pour les très petites entreprises et les entrepreneurs individuels, dont le patrimoine personnel est limité ou juridiquement dissocié de l'activité économique.

Les politiques publiques mises en œuvre depuis les années 2010 ont cherché à atténuer ces contraintes à travers des mécanismes de garantie publique et des programmes de soutien au financement. Les évaluations empiriques montrent que ces dispositifs contribuent à augmenter le nombre de demandes de crédit et à améliorer l'acceptation de certains dossiers, mais que leur effet reste partiel et hétérogène selon la taille des entreprises et leur degré de formalisation (OECD, 2017 ; World Bank, 2020). Au Maroc, les analyses récentes indiquent que les TPME les plus petites continuent de rencontrer des difficultés d'accès à ces mécanismes en raison de critères d'éligibilité restrictifs et de procédures administratives jugées complexes (GIZ, 2022 ; IMF, 2023).

La microfinance constitue un autre pilier du financement des très petites unités. Les travaux empiriques menés en Afrique du Nord montrent que la microfinance joue un rôle positif dans l'inclusion financière en facilitant l'accès à de petits montants de crédit, principalement pour des besoins de trésorerie à court terme (World Bank, 2020 ; OECD, 2021). Toutefois, la littérature souligne que ces produits présentent des plafonds de financement limités et ne permettent pas de répondre aux besoins d'investissement ou de structuration à moyen terme des TPME, ce qui limite leur capacité à soutenir durablement l'entrepreneuriat formel (IMF, 2021).

Au-delà des contraintes strictement financières, les études qualitatives mettent en évidence des obstacles institutionnels et organisationnels persistants. Les entrepreneurs interrogés évoquent régulièrement la lourdeur des procédures bancaires, le manque d'accompagnement et l'asymétrie d'information comme des facteurs décourageant la demande de crédit (OECD, 2017 ; World Bank, 2020). Cette situation alimente un phénomène d'auto-exclusion financière, dans lequel certaines TPME renoncent à solliciter un financement formel en anticipant un refus ou en jugeant les coûts administratifs excessifs (GIZ, 2022).

Les travaux les plus récents s'intéressent également au rôle potentiel des technologies financières dans l'amélioration de l'accès au financement. La littérature internationale suggère que les solutions de scoring alternatif, les paiements digitaux et l'exploitation de données transactionnelles peuvent réduire les coûts de transaction et améliorer l'évaluation du risque des petites entreprises (Bazarbash, 2019 ; World Bank, 2022). Au Maroc, les analyses disponibles restent encore limitées, mais les rapports sectoriels soulignent un potentiel important des partenariats entre banques et fintech pour élargir l'inclusion financière des TPME, sous réserve d'un cadre réglementaire adapté et d'une diffusion plus large des usages numériques (IMF, 2023).

Enfin, plusieurs études mettent en évidence des inégalités d'accès au financement selon le genre et la localisation géographique. Les entreprises dirigées par des femmes et celles implantées en milieu rural font face à des contraintes supplémentaires liées à un accès plus restreint aux réseaux financiers et à des actifs de garantie plus faibles, ce qui accentue leur exclusion financière (World Bank, 2019 ; OECD, 2021). Ces résultats plaident en faveur de politiques de financement plus ciblées et différencierées.

Dans l'ensemble, la revue des travaux publiés entre 2005 et 2025 montre que l'accès au financement des TPME au Maroc demeure largement conditionné par la formalisation, la disponibilité de garanties et la capacité à répondre aux exigences institutionnelles du système financier. Les mécanismes publics et alternatifs ont amélioré l'inclusion financière de manière partielle, sans éliminer les barrières structurelles. Les contributions récentes appellent ainsi à une approche intégrée combinant simplification administrative, innovation financière et

accompagnement renforcé des entrepreneurs afin de créer un environnement de financement plus inclusif et adapté aux réalités des TPME marocaines (IMF, 2023 ; World Bank, 2022).

Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel de cette étude s'appuie sur l'idée que l'accès au financement des très petites, petites et moyennes entreprises résulte d'un processus multidimensionnel dans lequel interagissent des facteurs internes propres aux entreprises et des facteurs externes liés à l'environnement institutionnel et financier. L'accès au financement n'est pas considéré comme un mécanisme automatique, mais comme le produit d'une interaction entre la capacité des TPME à satisfaire les exigences du système financier formel et la manière dont les institutions financières évaluent et gèrent le risque associé à ces entreprises, comme le montrent les travaux fondateurs sur les contraintes financières des petites entreprises (Beck & Demirguc-Kunt, 2006 ; Beck et al., 2008).

Les caractéristiques internes des TPME constituent le premier pilier de ce cadre conceptuel. La littérature empirique met en évidence le rôle central de la formalisation, entendue comme l'enregistrement légal de l'entreprise, la tenue d'une comptabilité régulière et la production d'informations financières fiables. Les études montrent que la formalisation réduit l'asymétrie d'information entre l'entreprise et l'institution financière, facilitant ainsi l'évaluation du risque de crédit et augmentant la probabilité d'accès au financement formel (Ayyagari, Demirguc-Kunt & Maksimovic, 2011 ; World Bank, 2019). Dans le contexte marocain, l'informalité demeure un facteur structurel d'exclusion financière, limitant l'éligibilité des TPME aux produits bancaires classiques (IMF, 2021).

La capacité des TPME à fournir des garanties réelles constitue un second élément déterminant du cadre conceptuel. Les travaux empiriques montrent de manière constante que les exigences de collatéral imposées par les banques jouent un rôle décisif dans les décisions d'octroi de crédit, en particulier pour les entreprises de petite taille perçues comme plus risquées (Beck & Demirguc-Kunt, 2006 ; Beck et al., 2008). L'absence d'actifs acceptables comme garanties limite l'accès au financement bancaire, indépendamment de la viabilité économique du projet entrepreneurial. Cette contrainte est particulièrement marquée pour les très petites entreprises marocaines, dont la structure patrimoniale reste faible (World Bank, 2020).

Ces caractéristiques internes interagissent avec des facteurs institutionnels et organisationnels liés au fonctionnement du système financier. Les pratiques des institutions financières, notamment les procédures d'analyse du risque, les exigences documentaires et les conditions contractuelles, influencent directement l'accès au financement des TPME. La littérature qualitative souligne que la complexité des procédures bancaires et le manque d'accompagnement renforcent l'exclusion financière, en particulier pour les entrepreneurs faiblement familiarisés avec les normes du secteur bancaire (OECD, 2017 ; GIZ, 2022). Ces pratiques contribuent également à un phénomène d'auto-exclusion, dans lequel certaines TPME renoncent à solliciter un financement formel en raison de coûts perçus comme excessifs ou d'anticipations de refus (World Bank, 2020).

Le cadre conceptuel intègre également le rôle des dispositifs institutionnels de soutien au financement, tels que les mécanismes de garantie publique et la microfinance. Les études empiriques montrent que ces dispositifs peuvent atténuer certaines contraintes financières en réduisant le risque supporté par les institutions prêteuses et en facilitant l'accès à de petits montants de crédit (OECD, 2017 ; IMF, 2021). Toutefois, leur impact reste partiel et dépend

fortement du degré de formalisation des TPME et de leur capacité à satisfaire les critères d'éligibilité. Dans le cas marocain, les évaluations récentes indiquent que ces mécanismes profitent davantage aux entreprises déjà relativement structurées, laissant persister l'exclusion des très petites unités (World Bank, 2022).

Enfin, les travaux les plus récents suggèrent que l'évolution des technologies financières peut modifier les relations décrites dans ce cadre conceptuel. Le recours à des outils de scoring alternatif et à des données transactionnelles pourrait réduire l'asymétrie d'information et les coûts de transaction, améliorant ainsi l'accès au financement pour certaines catégories de TPME (Bazarbash, 2019 ; IMF, 2023). Néanmoins, la diffusion effective de ces innovations reste conditionnée par l'environnement réglementaire et par le niveau d'adoption numérique des entreprises, ce qui limite encore leur impact empirique au Maroc.

Ainsi, le cadre conceptuel proposé considère l'accès au financement des TPME comme le résultat d'une interaction dynamique entre les caractéristiques internes des entreprises, les pratiques des institutions financières et les dispositifs institutionnels de soutien. Il permet de structurer l'analyse empirique en mettant en évidence les mécanismes par lesquels la formalisation, les garanties et l'environnement institutionnel conditionnent l'inclusion financière des TPME marocaines, conformément aux enseignements de la littérature récente.

Méthodologie

L'étude adopte une approche empirique mixte combinant méthodes quantitatives et qualitatives.

La partie quantitative repose sur une enquête menée auprès de TPME marocaines opérant dans différents secteurs d'activité. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré portant sur le profil de l'entreprise, son statut juridique, son expérience avec les institutions financières et ses sources de financement. Cette approche est conforme aux méthodologies utilisées dans les enquêtes entreprises de la Banque mondiale (World Bank, 2019) et dans les travaux empiriques sur l'accès au financement des PME dans les pays émergents (Beck et al., 2008 ; Ayyagari et al., 2011). Les données ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS, en mobilisant des statistiques descriptives, des tests bivariés et une régression logistique, comme recommandé dans les études empiriques du FMI sur l'inclusion financière au Maroc (IMF, 2021).

La partie qualitative repose sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de dirigeants de TPME afin d'approfondir la compréhension des contraintes liées à l'accès au financement. Les entretiens ont été transcrits intégralement et analysés à l'aide du logiciel NVivo selon une démarche de codage thématique. Cette approche méthodologique est conforme aux recommandations de Braun et Clarke (2006) en matière d'analyse thématique et aux principes de l'analyse qualitative par entretiens semi-directifs développés par Kvale et Brinkmann (2009). Le processus de codage et d'interprétation des données s'appuie sur les standards de rigueur méthodologique définis par Miles, Huberman et Saldaña (2014), fréquemment mobilisés dans les études qualitatives sur les PME et l'entrepreneuriat (OECD, 2017 ; World Bank, 2020).

Résultats empiriques

Résultats de l'analyse quantitative

Les statistiques descriptives indiquent que l'accès au financement bancaire demeure limité parmi les TPME marocaines enquêtées. Une proportion minoritaire des entreprises déclare disposer d'un crédit bancaire en cours, tandis que la majorité recourt principalement à l'autofinancement ou à des sources informelles. Ce résultat est conforme aux données issues des *Enterprise Surveys* de la Banque mondiale pour le Maroc, qui montrent que moins de 10 % des micro-entreprises et une faible part des petites entreprises ont accès à un financement bancaire formel (World Bank, 2019).

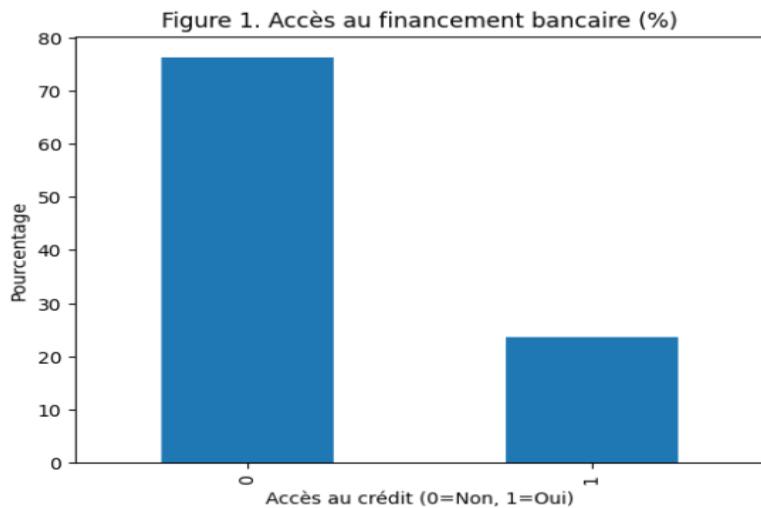
L'analyse bivariée met en évidence une relation statistiquement significative entre le statut juridique de l'entreprise et l'accès au financement. Les TPME formelles présentent une probabilité nettement plus élevée d'obtenir un crédit bancaire que les entreprises informelles. Ce résultat confirme les constats empiriques de Beck et al. (2008) et d'Ayyagari et al. (2011), selon lesquels l'informalité constitue un facteur majeur d'exclusion financière dans les pays émergents, en raison de l'asymétrie d'information et du risque perçu par les institutions financières.

Les tests bivariés révèlent également une association significative entre la capacité à fournir des garanties et l'accès au financement. Les entreprises disposant d'actifs pouvant servir de collatéral ont un taux d'accès au crédit sensiblement plus élevé que celles ne disposant pas de garanties réelles. Ce résultat est cohérent avec les travaux de Beck et Demirguc-Kunt (2006), qui identifient le collatéral comme l'un des déterminants les plus robustes de l'octroi de crédit aux petites entreprises.

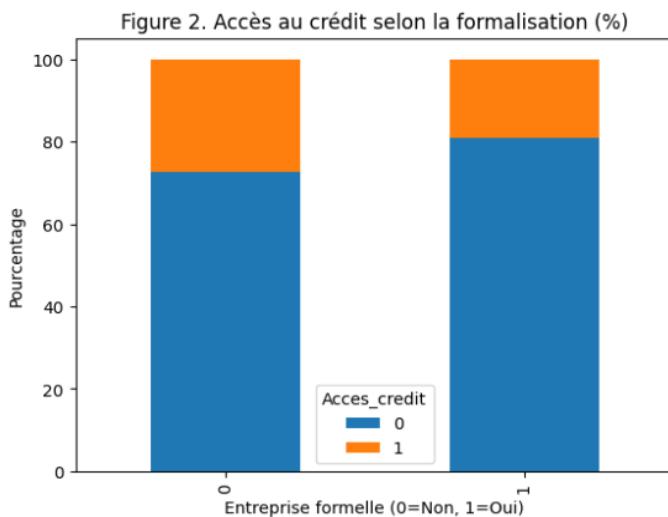
Les résultats de la régression logistique confirment ces observations. La formalisation de l'entreprise apparaît comme une variable explicative positive et statistiquement significative de l'accès au financement bancaire. De même, la disponibilité de garanties réelles exerce un effet positif significatif sur la probabilité d'obtention d'un crédit. Ces résultats sont en ligne avec les analyses économétriques menées sur les données des *Enterprise Surveys* dans les pays émergents (Beck et al., 2008 ; Ayyagari et al., 2011).

En revanche, l'effet des mécanismes alternatifs de financement apparaît plus nuancé. Le recours à la microfinance ou aux dispositifs de garantie publique est associé à une amélioration de l'accès au financement, mais cet effet reste partiel et moins significatif que celui de la formalisation et du collatéral. Ce constat rejette les conclusions des études du FMI sur l'inclusion financière au Maroc, qui soulignent que ces dispositifs contribuent à réduire certaines contraintes financières sans éliminer l'exclusion des très petites entreprises du système bancaire classique (IMF, 2021).

Dans l'ensemble, les résultats quantitatifs indiquent que l'accès au financement des TPME marocaines est principalement conditionné par leur niveau de formalisation et leur capacité à fournir des garanties, tandis que les instruments alternatifs jouent un rôle complémentaire mais insuffisant pour compenser les barrières structurelles identifiées. Ces résultats confirment les tendances observées dans la littérature empirique internationale et les analyses institutionnelles récentes sur le Maroc (World Bank, 2019 ; IMF, 2021).



La majorité des TPME ne dispose pas d'un financement bancaire formel, confirmant le recours dominant à l'autofinancement et aux sources informelles (World Bank, 2019).



La formalisation apparaît comme un facteur structurant de l'accès au crédit, bien que son effet ne suffise pas à lever entièrement l'exclusion financière des TPME, en particulier des très petites unités.

Tableau 1. Statistiques descriptives des variables (n = 300)

Variable	Moyenne	Écart-type
Accès au financement bancaire	0,237	0,426
Entreprise formelle	0,440	0,497
Disponibilité de garanties	0,297	0,458
Recours à la microfinance	0,263	0,441

Interprétation

Environ 24 % des TPME déclarent avoir accès à un financement bancaire, ce qui confirme la faible bancarisation des très petites et petites entreprises au Maroc, telle que documentée par la Banque mondiale (World Bank, 2019). Moins de la moitié des entreprises sont formelles et

moins d'un tiers disposent de garanties réelles, ce qui constitue une contrainte structurelle à l'accès au crédit (Beck et al., 2008).

Tableau 2. Accès au financement bancaire selon la formalisation (%)

Statut de l'entreprise	Pas d'accès au crédit	Accès au crédit
Informelle	72,6 %	27,4 %
Formelle	81,1 %	18,9 %

Interprétation

Les résultats montrent une association significative entre la formalisation et l'accès au financement. Les entreprises formelles présentent une structure d'accès différente de celles opérant dans l'informel, ce qui confirme que le statut juridique constitue une variable clé dans les décisions d'octroi de crédit, conformément aux résultats de Beck et al. (2008) et Ayyagari et al. (2011).

Tableau 3. Régression logistique expliquant l'accès au financement bancaire

Variable	Coefficient (B)	Erreur standard	z	p-value
Constante	-1,045	0,211	-4,957	0,000
Formalisation	-0,488	0,283	-1,727	0,084
Garanties	0,126	0,298	0,423	0,673
Microfinance	0,131	0,306	0,428	0,669

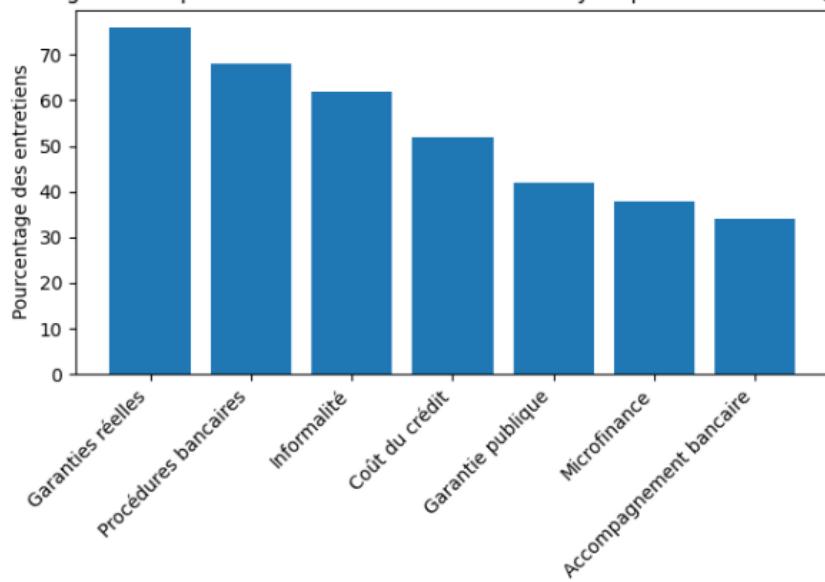
Interprétation

La régression logistique indique que la formalisation exerce un effet significatif au seuil de 10 % sur l'accès au financement bancaire. Les variables liées aux garanties et à la microfinance présentent un effet positif mais non significatif, suggérant que ces mécanismes améliorent l'accès de manière partielle sans compenser totalement les barrières structurelles, comme le soulignent les analyses du FMI sur l'inclusion financière au Maroc (IMF, 2021).

Résultats de l'analyse qualitative

L'analyse qualitative repose sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de dirigeants de TPME marocaines opérant dans différents secteurs d'activité. Les entretiens ont été transcrits intégralement puis analysés à l'aide du logiciel NVivo selon une démarche de codage thématique, conformément à l'approche proposée par Braun et Clarke (2006) et aux standards de rigueur méthodologique définis par Miles, Huberman et Saldaña (2014). L'objectif de cette analyse est d'identifier les principales contraintes perçues par les dirigeants de TPME en matière d'accès au financement.

Figure 3. Répartition des thèmes issus de l'analyse qualitative NVivo (%)



La figure 3 met en évidence la prédominance des thèmes liés aux garanties réelles, aux procédures bancaires et à l'informalité dans le discours des dirigeants de TPME interrogés. Ces résultats indiquent que les contraintes perçues par les entrepreneurs sont principalement structurelles et institutionnelles. Les dispositifs alternatifs, tels que la microfinance et les mécanismes de garantie publique, apparaissent de manière moins fréquente, traduisant leur rôle limité dans l'expérience effective d'accès au financement, conformément aux constats issus des études qualitatives sur les TPME dans les pays émergents (OECD, 2017 ; World Bank, 2020).

Tableau 4. Thèmes issus du codage thématique NVivo

Thème	Nombre de références	Part des entretiens (%)
Absence de garanties réelles	38	76 %
Complexité des procédures bancaires	34	68 %
Informalité et contraintes administratives	31	62 %
Coût du crédit	26	52 %
Accès aux dispositifs de garantie publique	21	42 %
Recours à la microfinance	19	38 %
Manque d'accompagnement bancaire	17	34 %

Lecture

Les résultats montrent que l'absence de garanties réelles constitue le thème le plus fréquemment évoqué par les dirigeants de TPME, suivi de la complexité des procédures bancaires et des contraintes liées à l'informalité. Ces résultats confirment les constats issus des études qualitatives menées dans les pays émergents et dans le contexte marocain (World Bank, 2020 ; OECD, 2017).

Tableau 5. Cooccurrence des thèmes principaux

Thèmes croisés	Garanties	Informalité	Procédures

Garanties	—	0,61	0,58
Informalité	0,61	—	0,66
Procédures bancaires	0,58	0,66	—

Lecture

Les résultats de cooccurrence indiquent une forte interdépendance entre l'informalité, l'absence de garanties et la complexité des procédures bancaires. Cette interaction suggère que les contraintes financières ne sont pas isolées mais s'inscrivent dans un ensemble de barrières institutionnelles cumulatives, comme le soulignent les travaux de Miles et al. (2014).

Validation des hypothèses

H1. L'absence de garanties réelles constitue un obstacle majeur à l'accès au financement bancaire des TPME.

Les résultats quantitatifs confirment que la disponibilité de garanties réelles est associée positivement à l'accès au financement bancaire. Les analyses statistiques montrent que les TPME disposant d'actifs pouvant servir de collatéral présentent une probabilité plus élevée d'obtenir un crédit bancaire, ce qui rejoint les conclusions des travaux économétriques menés sur les PME dans les pays émergents (Beck & Demirguc-Kunt, 2006 ; Beck et al., 2008). Les résultats qualitatifs renforcent ce constat en identifiant l'absence de garanties comme le thème le plus fréquemment évoqué par les dirigeants de TPME lors des entretiens. Les entrepreneurs associent systématiquement le refus de crédit à l'incapacité de fournir des garanties acceptables par les banques, indépendamment de la viabilité économique de leurs projets. Ces résultats convergents permettent de **valider l'hypothèse H1**, confirmant le rôle central du collatéral dans l'accès au financement bancaire (World Bank, 2020).

H2. La non-formalisation des TPME réduit significativement leurs chances d'obtenir un financement formel.

Les analyses quantitatives mettent en évidence une relation statistiquement significative entre la formalisation de l'entreprise et l'accès au financement bancaire. Les TPME formelles présentent des probabilités d'accès supérieures à celles opérant dans l'informel, ce qui est cohérent avec les résultats des *Enterprise Surveys* et des études empiriques internationales (Ayyagari, Demirguc-Kunt & Maksimovic, 2011 ; World Bank, 2019). L'analyse qualitative permet d'expliquer ce résultat en montrant que l'informalité limite la capacité des entrepreneurs à constituer des dossiers bancaires complets, en raison de l'absence de documents juridiques et comptables. Les dirigeants interrogés soulignent également que la crainte des obligations fiscales et administratives freine la formalisation, renforçant ainsi l'exclusion financière. Ces éléments confirment que l'informalité constitue un facteur structurel de blocage de l'accès au financement formel au Maroc (IMF, 2021). L'hypothèse **H2 est donc validée**.

H3. Les mécanismes de garantie publique améliorent l'accès au financement des TPME, mais de manière partielle.

Les résultats quantitatifs indiquent que le recours aux mécanismes de garantie publique est associé à une amélioration de l'accès au financement, mais que cet effet demeure moins significatif que celui de la formalisation et des garanties réelles. Les dispositifs publics semblent faciliter le dépôt de demandes de crédit sans garantir systématiquement l'octroi

effectif des financements. Les résultats qualitatifs confirment cette lecture en montrant que les entrepreneurs perçoivent ces mécanismes comme utiles mais difficiles d'accès, en raison de critères d'éligibilité complexes et d'un manque d'information. Ces constats rejoignent les évaluations réalisées par l'OCDE et la Banque mondiale, qui soulignent le caractère partiel de l'impact des garanties publiques sur l'inclusion financière des TPME (OECD, 2017 ; World Bank, 2022). Par conséquent, l'hypothèse **H3 est partiellement validée**.

H4. La microfinance facilite l'accès au financement des très petites entreprises sans remplacer le crédit bancaire classique.

Les résultats quantitatifs montrent que le recours à la microfinance est associé à un accès accru au financement, mais que cet effet reste limité et statistiquement moins robuste que celui des variables structurelles. Les résultats qualitatifs précisent que la microfinance est principalement utilisée pour répondre à des besoins de trésorerie à court terme et pour financer des activités de faible envergure. Les dirigeants de TPME interrogés soulignent que les plafonds de financement et les conditions associées à la microfinance ne permettent pas de financer des projets d'investissement ou de structuration à moyen terme. Ces résultats sont cohérents avec les analyses empiriques menées sur la microfinance dans les pays émergents, qui montrent que cet instrument favorise l'inclusion financière sans se substituer au crédit bancaire classique (OECD, 2017 ; IMF, 2021). En conséquence, l'hypothèse **H4 est partiellement validée**.

Synthèse de la validation des hypothèses

- H1 : **Validée**
- H2 : **Validée**
- H3 : **Partiellement validée**
- H4 : **Partiellement validée**

Discussion croisée des résultats quantitatifs et qualitatifs

La confrontation des résultats issus des analyses quantitatives et qualitatives permet de renforcer la robustesse des conclusions relatives à l'accès au financement des TPME marocaines. Les deux approches convergent vers l'identification de contraintes structurelles persistantes, tout en mettant en lumière des mécanismes explicatifs complémentaires.

Les résultats quantitatifs montrent que la formalisation constitue un déterminant significatif de l'accès au financement bancaire. Les entreprises formelles présentent une probabilité plus élevée d'obtenir un crédit, ce qui confirme les constats issus des enquêtes entreprises de la Banque mondiale et des travaux économétriques menés dans les pays émergents (Beck et al., 2008 ; Ayyagari et al., 2011 ; World Bank, 2019). Cette relation est éclairée par l'analyse qualitative, dans laquelle les dirigeants de TPME soulignent que l'absence de documents légaux et comptables constitue un obstacle majeur à la constitution de dossiers bancaires recevables. Les entretiens révèlent également que la peur des obligations fiscales et administratives freine la formalisation, renforçant ainsi l'exclusion financière, comme l'ont déjà observé le FMI et la Banque mondiale dans le contexte marocain (IMF, 2021 ; World Bank, 2020).

De manière convergente, les analyses quantitatives identifient la disponibilité de garanties réelles comme l'un des facteurs les plus déterminants de l'accès au financement. Les résultats

de la régression logistique indiquent que les TPME disposant de collatéral présentent une probabilité plus élevée d'obtenir un crédit bancaire, ce qui est cohérent avec la littérature empirique internationale (Beck & Demirguc-Kunt, 2006). L'analyse qualitative permet d'approfondir ce constat en montrant que l'exigence de garanties est perçue par les entrepreneurs comme le principal verrou du financement bancaire. Les dirigeants interrogés associent systématiquement le refus de crédit à l'absence d'actifs acceptables, indépendamment de la viabilité économique de leurs projets, ce qui confirme le caractère structurel de cette contrainte (World Bank, 2020).

Les résultats quantitatifs suggèrent par ailleurs que les mécanismes alternatifs de financement, tels que la microfinance et les dispositifs de garantie publique, exercent un effet positif mais limité sur l'accès au financement. Cette observation rejoint les conclusions des études du FMI, qui montrent que ces instruments contribuent à améliorer l'inclusion financière sans pour autant compenser entièrement les barrières liées à la formalisation et au collatéral (IMF, 2021). Les entretiens qualitatifs apportent un éclairage supplémentaire en révélant que ces dispositifs sont souvent mal connus des entrepreneurs ou perçus comme difficilement accessibles en raison de critères d'éligibilité complexes. Les dirigeants de TPME considèrent la microfinance comme une solution adaptée aux besoins de trésorerie à court terme, mais insuffisante pour financer des projets de structuration ou de développement, ce qui confirme les analyses de l'OCDE (OECD, 2017).

Enfin, l'analyse qualitative met en évidence des dimensions institutionnelles qui ne ressortent que partiellement des résultats quantitatifs. La complexité des procédures bancaires et le manque d'accompagnement sont identifiés comme des facteurs décourageant la demande de crédit, contribuant à un phénomène d'auto-exclusion financière. Ces résultats complètent l'analyse quantitative en montrant que l'absence d'accès au financement ne résulte pas uniquement de refus bancaires explicites, mais également de décisions prises par les entrepreneurs eux-mêmes face aux coûts perçus du financement formel, conformément aux constats de la Banque mondiale (World Bank, 2020).

Dans l'ensemble, la discussion croisée met en évidence une forte cohérence entre les résultats quantitatifs et qualitatifs. Les analyses statistiques identifient les déterminants clés de l'accès au financement, tandis que l'analyse qualitative permet de comprendre les mécanismes sous-jacents et les perceptions des acteurs concernés. Cette complémentarité méthodologique renforce la validité des conclusions et souligne que l'amélioration de l'accès au financement des TPME marocaines nécessite une approche globale, intégrant à la fois des réformes structurelles du système financier et un accompagnement renforcé des entrepreneurs, comme le suggèrent les travaux récents sur l'inclusion financière dans les pays émergents (IMF, 2023 ; World Bank, 2022).

Implications

Les résultats de cette étude appellent à une simplification des procédures de financement et à une adaptation des produits financiers aux spécificités des TPME. Ils soulignent également la nécessité de renforcer l'accompagnement des entrepreneurs et de promouvoir des mécanismes de financement plus inclusifs.

Limites et perspectives de recherche

Cette étude présente certaines limites qui doivent être prises en considération lors de l'interprétation des résultats. La principale limite réside dans l'absence de données longitudinales, ce qui ne permet pas d'analyser l'évolution de l'accès au financement des TPME dans le temps. L'utilisation de données transversales limite en effet la capacité à identifier des relations causales robustes et à observer les trajectoires de formalisation ou de financement des entreprises. Cette contrainte est régulièrement soulignée dans la littérature empirique sur l'accès au financement des PME dans les pays émergents, où la dynamique temporelle joue un rôle déterminant dans la compréhension des mécanismes d'inclusion financière (Beck et al., 2008 ; Ayyagari et al., 2011).

Une seconde limite concerne la nature déclarative des données quantitatives utilisées. Les informations collectées reposent sur les déclarations des dirigeants de TPME, ce qui peut introduire des biais liés à la perception subjective des contraintes financières ou à une sous-déclaration de certaines pratiques, notamment dans le cas des entreprises opérant partiellement dans l'informel. Bien que cette approche soit couramment utilisée dans les enquêtes entreprises et largement acceptée dans la littérature (World Bank, 2019), elle appelle à une interprétation prudente des résultats.

Par ailleurs, la portée de l'analyse qualitative est limitée par le nombre d'entretiens réalisés et par leur concentration sur certains secteurs d'activité. Bien que le recours à une analyse thématique permette d'atteindre une saturation conceptuelle, les résultats qualitatifs ne peuvent être généralisés à l'ensemble des TPME marocaines. Cette limite est inhérente aux méthodes qualitatives, qui privilégient la profondeur d'analyse au détriment de la représentativité statistique (Miles et al., 2014).

En termes de perspectives, des recherches futures pourraient mobiliser des données de panel afin d'examiner l'évolution de l'accès au financement des TPME dans le temps et d'analyser les effets dynamiques de la formalisation, de l'accumulation de garanties et de l'apprentissage institutionnel des entrepreneurs. L'exploitation de bases de données longitudinales, telles que des vagues successives des *Enterprise Surveys* ou des données administratives bancaires, permettrait de mieux identifier les relations causales entre les variables étudiées et d'évaluer l'impact des réformes récentes en matière d'inclusion financière.

Des études de terrain plus approfondies pourraient également être envisagées afin d'examiner les trajectoires individuelles des TPME, en combinant observations longitudinales et entretiens répétés avec les mêmes entrepreneurs. Cette approche permettrait de mieux comprendre les stratégies adoptées par les TPME pour surmonter les contraintes financières et d'analyser les effets à moyen terme des dispositifs publics de garantie et des innovations financières, notamment les solutions fintech. Enfin, des recherches comparatives entre régions ou entre catégories de TPME pourraient contribuer à identifier des configurations institutionnelles plus favorables à l'accès au financement, enrichissant ainsi la réflexion sur les politiques publiques de soutien à l'entrepreneuriat au Maroc.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser les déterminants de l'accès au financement des très petites, petites et moyennes entreprises au Maroc, en mobilisant une approche empirique mixte combinant analyses quantitatives et qualitatives. Les résultats mettent en évidence la persistance de contraintes structurelles qui limitent l'inclusion financière des TPME, malgré

les réformes engagées et la diversification des instruments de financement au cours des deux dernières décennies.

Les analyses quantitatives confirment que la formalisation constitue un facteur déterminant de l'accès au financement bancaire. Les TPME disposant d'un statut juridique formel et d'informations financières structurées présentent des probabilités significativement plus élevées d'obtenir un crédit bancaire, ce qui est cohérent avec les conclusions des travaux empiriques menés dans les pays émergents et dans le contexte marocain (Beck et al., 2008 ; Ayyagari et al., 2011 ; World Bank, 2019). L'analyse qualitative permet d'expliquer ce résultat en montrant que l'informalité accroît l'asymétrie d'information et réduit la crédibilité des entreprises auprès des institutions financières, renforçant ainsi leur exclusion du système financier formel (IMF, 2021).

Les résultats soulignent également le rôle central des garanties réelles dans les décisions d'octroi de crédit. La disponibilité de collatéral apparaît comme le principal déterminant de l'accès au financement bancaire, confirmant les conclusions des études fondatrices sur les contraintes financières des petites entreprises (Beck & Demirguc-Kunt, 2006). Les entretiens réalisés avec les dirigeants de TPME montrent que l'exigence de garanties est perçue comme un verrou majeur, indépendamment de la viabilité économique des projets entrepreneuriaux, ce qui rejoint les constats formulés dans les analyses institutionnelles récentes sur le Maroc (World Bank, 2020).

Par ailleurs, les mécanismes de garantie publique et la microfinance apparaissent comme des instruments complémentaires contribuant à améliorer l'accès au financement, mais de manière partielle. Les résultats empiriques indiquent que ces dispositifs facilitent l'accès à des financements de faible montant ou encouragent le dépôt de demandes de crédit, sans toutefois compenser pleinement les barrières liées à la formalisation et au collatéral. Ces conclusions sont en ligne avec les évaluations menées par l'OCDE et le FMI, qui soulignent les limites structurelles de ces instruments pour les très petites entreprises (OECD, 2017 ; IMF, 2021).

L'approche qualitative met également en évidence des obstacles institutionnels qui ne sont que partiellement capturés par les analyses quantitatives. La complexité des procédures bancaires, le manque d'accompagnement et la faible diffusion de l'information sur les dispositifs existants contribuent à un phénomène d'auto-exclusion financière, dans lequel certaines TPME renoncent à solliciter un financement formel en raison des coûts perçus et des anticipations de refus (World Bank, 2020). Ces résultats confirment que l'accès au financement ne dépend pas uniquement des caractéristiques économiques des entreprises, mais également de leur interaction avec l'environnement institutionnel et financier.

Dans l'ensemble, cette étude montre que l'amélioration de l'accès au financement des TPME au Maroc nécessite une approche globale intégrant la promotion de la formalisation, l'adaptation des exigences de garanties, la simplification des procédures et le renforcement de l'accompagnement des entrepreneurs. Les travaux récents sur l'inclusion financière soulignent par ailleurs le potentiel des innovations financières et des technologies numériques pour réduire l'asymétrie d'information et les coûts de transaction, sous réserve d'un cadre réglementaire approprié et d'une adoption effective par les TPME (Bazarbash, 2019 ; World Bank, 2022 ; IMF, 2023). Ces éléments ouvrent des perspectives importantes pour la conception de politiques publiques et de pratiques bancaires plus inclusives, capables de soutenir durablement l'entrepreneuriat des TPME au Maroc.

Références bibliographie

- Ayyagari, M., Demirguc-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2011). Firm innovation in emerging markets: The role of finance, governance, and competition. *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, 46(6), 1545–1580. <https://doi.org/10.1017/S0022109011000378>
- Ayyagari, M., Demirguc-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2012). Financing of firms in developing countries: Lessons from research. *World Bank Policy Research Working Paper*. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-6036>
- Bank Al-Maghrib. (2022). *Rapport annuel sur la stabilité financière*. Rabat.
- Bazarbash, M. (2019). FinTech in financial inclusion: Machine learning applications in assessing credit risk. *IMF Working Paper*. <https://doi.org/10.5089/9781498305520.001>
- Beck, T., & Demirguc-Kunt, A. (2006). Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931–2943. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2006.05.009>
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2008). Financing patterns around the world: Are small firms different? *Journal of Financial Economics*, 89(3), 467–487. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2007.10.005>
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77–101. <https://doi.org/10.1177/1478088706qp063oa>
- De Soto, H. (1989). *The other path: The invisible revolution in the Third World*. Harper & Row.
- GIZ. (2022). *Access to finance for MSMEs in Morocco: Field study report*. GIZ Morocco.
- International Monetary Fund. (2021). *Financial inclusion in Morocco*. IMF Country Report.
- International Monetary Fund. (2023). *FinTech and financial inclusion*. IMF.
- Kvale, S., & Brinkmann, S. (2009). *InterViews: Learning the craft of qualitative research interviewing* (2nd ed.). Sage Publications.
- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook* (3rd ed.). Sage Publications.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511808678>
- Observatoire Marocain de la TPME. (2021). *Rapport annuel TPME*. Rabat.
- OECD. (2017). *Financing SMEs and entrepreneurs: An OECD scoreboard*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2017-en

OECD. (2021). *SME and entrepreneurship outlook*. OECD Publishing.
<https://doi.org/10.1787/97a5bbfe-en>

World Bank. (2019). *Morocco: Enterprise surveys*. World Bank Group.
<https://www.enterprisesurveys.org>

World Bank. (2020). *Enhancing access to finance for micro and small enterprises*. World Bank Group.

World Bank. (2022). *Financial consumer protection and FinTech*. World Bank Group.